

L'année 2012 a connu une série de désastres naturels qui a affecté plus de 1.1 millions de personnes; sécheresse, tempête tropicale Isaac et ouragan Sandy. De plus, une instabilité des prix sur les marchés internationaux en juillet, conjuguée à de mauvaises récoltes, ont causé une hausse des prix sur les marchés de consommation en Haïti. Sandy a causé des dégâts considérables sur les infrastructures routières et de nombreuses zones sont restées enclavées durant plusieurs semaines.

1. Sécheresse, tempête tropicale Isaac et cyclone Sandy : des pertes agricoles considérables

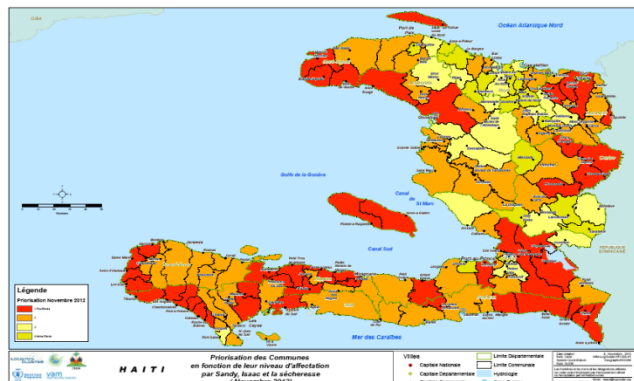
- L'effet cumulé d'une longue période de sécheresse et le passage de la tempête tropical Isaac a causé de très fortes pertes de production de la campagne de printemps sur l'ensemble du territoire, soit une réduction de 42 pour cent de la production de maïs, 33 pour cent pour le sorgho (petit mil) et le riz, 37 pour cent pour la banane plantain, 22 pour cent pour les tubercules et 6 pour cent pour les légumineuses, par rapport à 2011 (CNSA). Les cultures commerciales telles que le café, la banane, l'avocat, les mangues et les agrumes ont été affectées par les rafales de vent causées par Isaac. La sécheresse a également affecté négativement les pâturages, réduisant la condition physique des animaux et diminuant ainsi leur valeur commerciale. Les pertes agricoles causées par la sécheresse ont été estimées à USD 80 millions, alors qu'Isaac a causé USD 70 millions de pertes. La prolongation du déficit hydrique a affecté négativement les surfaces emblavées pour la campagne d'été.
- Sandy a frappé Haïti du 23 au 26 octobre 2012 et a causé d'importantes inondations, surtout dans le Grand Sud, la Gonâve et la pointe du Nord-Ouest. Elle a particulièrement touché les zones préalablement moins vulnérables car relativement épargnées par la sécheresse et Isaac (Grande Anse, Nippes et une bonne partie du Sud). Tous les Départements du pays sont maintenant sévèrement affectés par des désastres naturels. Les 3 journées de fortes pluies provoquées par Sandy ont causé des pertes agricoles conséquentes estimées à USD 104 millions. Ainsi, en l'espace de quelques mois, le secteur agricole a enregistré des pertes estimées à USD 254 millions (sécheresse, Isaac, Sandy).
- Dans les Départements du Nord et du Nord-Est, les fortes pluies du 9 novembre ont causé des inondations affectant les communes côtières, dont le Cap Haïtien.

2. Hausse des prix : la vie chère

- Le prix du maïs et du blé sur les marchés internationaux ont fortement augmenté en juillet 2012 (+23 pour cent) pour ensuite se stabiliser à des niveaux élevés durant le reste de l'année (sécheresse aux Etats-Unis et dans la Fédération de Russie). Le prix du riz est par contre resté stable tout au long de l'année grâce à de bonnes prévisions de production en Asie. Comme le riz représente 60 pour cent de l'importation de produits vivriers en Haïti, ce dernier a été un important facteur stabilisant. Les prix du riz sont en effet restés stables sur les principaux marchés de Port-au-Prince depuis 2011.
- La hausse des prix du blé et du maïs s'est transmise un mois plus tard sur les marchés haïtiens. Les fortes pertes de récoltes allaient également accentuer l'inflation des prix. En conséquence, les prix des produits alimentaires de base sur les marchés de consommation sont en hausse.
- Les mesures prises par la Commission de Stabilisation des prix donneront des résultats sur le moyen et le long terme
- La coïncidence entre la montée des prix sur les petits marchés de consommation avec les préparatifs pour la rentrée scolaire a été un facteur déclencheur des manifestations sur la vie chère qu'a connu Haïti dès septembre 2012.

3. Enquêtes de sécurité alimentaire : une crise alimentaire annoncée

- Afin d'évaluer l'impact de la sécheresse et d'Isaac puis de Sandy, la CNSA et ses partenaires ont conduit deux



enquêtes rapides de sécurité alimentaire, qui montrent que la situation d'insécurité alimentaire s'est dégradée de façon très préoccupante avec des taux atteignant en moyenne 39 pour cent de la population rurale vivant en insécurité alimentaire élevée dans les zones touchées par la sécheresse et Isaac et 17 pour cent dans les zones touchées par Sandy uniquement. En 2011, le niveau d'insécurité alimentaire élevée à l'échelle nationale était de 8 pour cent.

- Dans les zones rurales des 109 communes les plus affectées par la sécheresse, Isaac et/ou Sandy, 1.14 million de personnes vivent en insécurité alimentaire élevée. En considérant les données de l'enquête de suivi de la sécurité alimentaire réalisée en juin 2012 par la CNSA pour le reste de la population urbaine et rurale, nous avons environ 1.52 million de personnes vivant en insécurité alimentaire élevée dans le pays, alors qu'en 2011 il y en avait 0.8 million.
- Une enquête nutritionnelle conduite aussitôt après Sandy a montré que la prévalence de la malnutrition aiguë globale chez les enfants de moins de 5 ans est passée à 4.8 pour cent, alors qu'elle était de 2.65 pour cent en avril 2012. La malnutrition aiguë sévère a atteint 1.5 pour cent, contre 0.8 pour cent en avril. Ces résultats énoncent une situation nutritionnelle qui, immédiatement après Sandy, s'est détériorée mais reste tout de même en dessous du seuil d'urgence. Cette tendance à la hausse contraste toutefois avec l'amélioration continue des conditions nutritionnelles depuis 2006. Ceci exige une vigilance accrue et des interventions ciblées car les acquis des dernières années risquent d'être remis en cause.
- Les pertes importantes de récoltes occasionnent une réduction considérable des sources de revenus des populations rurales. Des visites de ménages dans les communes les plus touchées ont montré que les stocks de nourriture sont inexistantes dans les villages. Les opportunités de travail en zone rurale ont fortement diminué, non seulement en raison des pertes agricoles et de moyens de production dans le secteur de la pêche, mais également en raison de la diminution drastique des interventions depuis le tremblement de terre.
- Les stratégies actuelles de survie, face à la crise, mettent au grand jour les difficultés d'accès aux aliments chez les plus pauvres : diminution du nombre et de la qualité des repas à des niveaux critiques, augmentation de la coupe d'arbres pour la fabrication du charbon, augmentation de la vente de bétail reproductif; augmentation de la migration vers les centres urbains et la République Dominicaine; augmentation d'achats de la nourriture à crédit, augmentation de la mendicité et augmentation de la domesticité (restavek).

4. Perspectives et recommandations de réponse à une crise alimentaire gérable

- Sans une réponse ciblée à l'insécurité alimentaire causée par les divers chocs survenus entre mai et octobre 2012, la situation va continuer à se dégrader durant les prochains mois. Les seules perspectives d'amélioration sont les prochaines récoltes de la campagne de printemps qui commenceront en juin 2013. En effet, sur l'ensemble du pays, il ne reste que très peu de récoltes attendues avant cette prochaine campagne agricole. Les récoltes d'hiver, qui comptent pour environ 20% de la disponibilité alimentaire locale, seront inférieures à la normale à cause des problèmes d'intrants et de drainage.
- Dans les zones les plus affectées, des interventions d'urgence afin d'améliorer l'accès à la nourriture ainsi que pour appuyer une relance agricole sont nécessaires. Les interventions prioritaires proposées par le GTSAN pour améliorer l'accès à la nourriture sont les suivantes :
 - ✓ Renforcer le financement des services préventifs et de prise en charge de la malnutrition afin de maintenir au minimum les services disponibles durant la première moitié de 2012.
 - ✓ Mise en place immédiate d'activités HIMO jusqu'en juin 2013, afin de créer des opportunités d'emploi pour les ménages comptant des membres aptes à travailler.
 - ✓ Mise en place immédiate d'un programme de filet de sécurité alimentaire tel que des *food vouchers*, des transferts monétaires ou des distributions alimentaires, en ciblant les ménages les plus vulnérables (10-15 pour cent de la population). Le programme EDE PEP étant une bonne opportunité à renforcer et institutionnaliser.
 - ✓ Renforcer le financement des programmes d'alimentation scolaire pour atteindre au moins 1.5 millions d'élèves (tous les partenaires inclus) sur l'ensemble du pays pour l'année scolaire 2012/13.
- Les interventions proposées de réponse d'urgence prioritaire pour appuyer une relance agricole sont les suivantes :
 - ✓ Réhabiliter les infrastructures agricoles et les périmètres irrigués ;
 - ✓ Relancer la production agricole par le renforcement du système de production et d'approvisionnement des semences et de matériel végétal de qualité ;
 - ✓ Fourniture de silos afin d'améliorer le stockage des récoltes au niveau des ménages ;
 - ✓ Reconstituer le cheptel perdu, améliorer l'accès aux pâturages et renforcer la couverture sanitaire pour le bétail ;
 - ✓ Rééquiper et faciliter l'encadrement technique pour les pêcheurs victimes de l'ouragan Sandy.
- Etant donné les risques de détérioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durant les prochains mois, il est important d'intensifier les mécanismes de surveillance de la CNSA et de la Cellule de Statistiques Agricoles du MARNDR et de planifier une enquête des récoltes et une enquête nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle dès juin 2013.